

# Texte vision - V5

\*\*\*

Lors de la période de confinement due au Covid-19, nous avons ressenti plus que jamais la nécessité de **clarifier, au sein de Greenpeace France, la vision de la société que nous souhaitons contribuer à mettre en œuvre**. Nous avons également réalisé à quel point un tel travail était nécessaire pour **contrebalancer les récits pessimistes** comme BlackMirror ou la série Effondrement (Les Parasites) et la démotivation, le désespoir et l'inaction qu'ils entraînent parfois.

Du fait que nous traitons d'une *vision d'ensemble* de la société, **nous abordons dans ce texte des sujets qui vont au-delà des thématiques “classiques” de Greenpeace** : le capitalisme, qui engendre la destruction de la nature, le racisme environnemental, l'écologie décoloniale, etc. Cela se situe dans la droite lignée de notre travail au sein de l'alliance *Plus jamais ça*. **Certain-es diront que cela ressemble à un programme de parti politique... Il n'en est rien** : loin de vouloir convaincre des gens de soutenir qui que ce soit pour prendre le pouvoir et diriger le monde à leur place, il s'agit au contraire de donner envie au plus grand nombre de se mobiliser et d'agir collectivement. Il s'agit également de **renforcer le sens de l'action de Greenpeace en clarifiant dans quelle mesure elle s'inscrit pleinement dans un projet de société**.

Vous allez découvrir au fil du récit des éléments de **fiction**. Ils nous ont paru essentiels dans la mesure où, sans eux, les retours sont immédiats : “comment a-t-on réussi ?”, “C'est impossible, inatteignable ce modèle que vous décrivez !”. La vision est moins crédible si elle n'est pas agrémentée d'exemples, forcément fictifs, de comment nous y sommes arrivés-es : ne soyez donc pas surpris-es par les éléments de fiction qui ont été ajoutés ici et là. Libre à vous, en revanche, de donner votre avis sur leur pertinence et d'en proposer de nouveaux.

**Cette définition de ce qu'est un “futur désirable” selon Greenpeace n'a de sens que si elle est réalisée collectivement**. Militant-es, activistes, bénévoles, membres de l'assemblée statutaire, salarié-es du siège et de Direct Dialogue sont appelé-es à contribuer. Plus nous serons nombreux-ses à le faire, plus le texte final sera représentatif de ce qu'est “Greenpeace”. Entre utopie, radicalité et réalisme, c'est là un véritable exercice de funambule que nous entreprenons collectivement !

**Suite à cette consultation (et intégration des retours), une nouvelle version du texte sera soumise aux adhérent-es** en décembre. Un travail de diffusion de ce texte (sous d'autres formes qu'un simple texte) sera ensuite entrepris afin de donner envie au plus grand monde d'agir, au-delà des cercles militants habituels.

# 1) Une société résiliente - qui sait anticiper et réagir avec solidarité face aux crises et aux chocs climatiques

## Anticiper les chocs, y répondre collectivement

La température a maintenant dépassé les +1,5°C. Des chocs climatiques de plus en plus fréquents sont à prévoir. Territoire par territoire, les principaux risques (sécheresse, tempêtes, érosion du trait de côte, canicules, épidémies, etc.) ont été identifiés par les expert-es et communiqués par les autorités de manière transparente. Après délibération collective, des mesures préventives ont été prises (ex : retrait de la population du trait de côte, priorité aux cultures peu consommatrices en eau), des simulations "grandeur nature" ont été réalisées, des stocks divers (matériel médical, nourriture, eau, logement d'urgence) ont été progressivement constitués. Nous faisons preuve de courage, de solidarité, de prévoyance, et c'est avec fierté que nous nous retrouvons collectivement les manches.

## Une économie repensée et relocalisée

La majeure partie de notre économie a été relocalisée. Je peux acheter un meuble, des vêtements ou un pédalier de vélo "made in France", ou plutôt "made in près de chez moi". Plus une technologie est simple, plus elle est produite localement. Les technologies lourdes ou de pointe continuent à être gérées au niveau national ou supranational. Nous continuons à importer certains produits mais nous pouvons nous en passer si besoin.

Des taxes ont été mises en oeuvre aux frontières de l'Europe pour prendre en compte les coûts sociaux et environnementaux des produits fabriqués à l'étranger. Les mécanismes ne sont pas encore parfaits, mais cela a permis de faciliter l'essor du "Made in France" et l'élévation des normes de qualité. La majeure partie de l'énergie est ainsi produite localement, en fonction des atouts du territoire où j'habite (vent, soleil, géothermie, bois, etc.) - territoires qui s'alimentent les uns les autres.

Vivant à notre rythme, nous avons le temps de réfléchir sur le sens que nous souhaitons donner à notre vie. Nous passons du temps avec nos ami-es et notre famille. Nous prenons le temps de bricoler à la recyclerie de notre quartier, ou de cultiver notre jardin partagé. Une bonne partie des objets que nous utilisons sont gérés collectivement. Grâce aux investissements à tous les niveaux de l'Etat pour soutenir les entreprises culturelles, les professionnels du spectacle et les associations de quartier, les activités sportives et culturelles sont de plus en plus accessibles et en particulier pour les personnes avec des handicaps. Elles sont menées par des professionnel-les, correctement rémunéré-es et en nombre suffisant qui peuvent vivre de leur métier.

La publicité est strictement encadrée pour limiter la surconsommation. Cet encadrement a commencé en 2021 avec l'interdiction des publicités climaticides : depuis, nous ne voyons plus

de publicité pour les SUV ou les voyages à l'autre bout du monde. La publicité a également évolué pour ne plus véhiculer de normes oppressives. Cette transformation de l'économie et de la publicité est allée de pair avec une transformation des mentalités. La société encourage maintenant la réutilisation et la réparation plutôt que le jetable, l'humain plutôt que le matériel, en somme : l'être plutôt que l'avoir.

### Travailler autrement, être mieux

De nombreux mécanismes innovants se sont déployés ces dernières années : Territoires zéro chômage, coopératives de transition écologique... Suite à cela, et grâce à l'investissement public massif réalisé par la crise après la pandémie de SRAS de 2023, un million d'emplois ont été créés dans la transition écologique et sociale en l'espace de dix ans. Un grand plan de formation et d'accompagnement a permis de réorienter les métiers des entreprises les plus toxiques vers les secteurs les plus urgents à développer tels que le soin, l'éducation, la rénovation énergétique des bâtiments, la végétalisation des villes, l'entretien et le développement des infrastructures de transports collectifs non polluants, le développement des énergies renouvelables et l'agro-écologie. Une partie de ces investissements ont été fléchés en démocratie directe, par des personnes représentatives du territoire et du secteur d'activité concerné. Le taux de chômage est ainsi le plus bas jamais enregistré depuis un siècle. En parallèle, les fonctions les plus pénibles, les plus ingrates et pourtant essentielles sont fortement valorisées, symboliquement et financièrement.

Un mouvement de désobéissance massive a eu lieu dans le monde de travail : pendant deux ans, les gens se sont auto-organisés et ont refusé d'appliquer des directives contraires à leurs valeurs. Cela a abouti au passage aux 32h en 2027, aux 28h en 2032 puis à une réduction de l'âge de départ à la retraite. Ainsi, pour des salaires équivalents, nous consacrons moins de temps au travail et le travail est mieux réparti entre les personnes. Certaines entreprises testent en ce sens des systèmes de redistribution des fruits de l'activité, avec un plafond de distribution pour éviter la tentation de travailler toujours plus.

L'égalité des droits s'est renforcée. Les durées des congés attribués lors des moments importants de la vie (naissance, maladie, reconversion professionnelle...) ont été allongées et rendues équivalentes quelque soit son genre, sa situation familiale ou sa situation professionnelle.

Le travail est épanouissant parce qu'il est choisi, correspond aux envies de chacun-e, est utile à la collectivité. Les métiers les plus difficiles ont été revalorisés financièrement. Les pouvoirs publics sont garants d'un emploi public, à temps complet et payé à la hauteur d'un smic -lui aussi revalorisé- pour toute personne désirant en obtenir un. Tout ceci a pu être financé grâce au rétablissement de l'impôt sur la fortune et la lutte contre la fraude fiscale. Ainsi, beaucoup de personnes ont ralenti leur rythme de travail et profitent du reste du temps pour prendre soin de leur santé, s'impliquer dans des associations, du soutien aux adolescent-es ou encore pour participer à des activités culturelles et développer la solidarité dans leur quartier.

### Un autre tourisme, plus local, plus lent

Nous avons redécouvert que des bijoux de la nature se cachent à quelques dizaines, centaines de kilomètres de notre lieu de vie. Le temps retrouvé nous permet d'organiser des escapades au gré de nos envies. De manière exceptionnelle nous prenons un congé longue durée pour faire un voyage autour du monde, en prenant le temps, en train, en bus, à vélo, à pied, en bateau. Les bateaux-croisières ont été interdits il y a longtemps et reconvertis en centres culturels et sportifs.

### Une agriculture et une alimentation locales, nourricières, humaines

La chute de la consommation de protéines animales a libéré beaucoup d'espaces dans les champs. Les monocultures de maïs ont été remplacées par des cultures de lentilles, de pois-chiche, de noyers ou encore par des prairies permanentes. Il y a des haies, des mares et des bosquets un peu partout et nous entendons tout un tas d'oiseaux et d'insectes. Depuis que la France et les autres pays européens ont enfin donné des moyens concrets à leur Stratégie nationale de lutte contre la déforestation importée, nous n'importons plus de soja. Il y a du monde dans les champs : les systèmes de cultures et d'élevage sont faibles en intrants mais intensifs en emplois. Ils respectent les besoins naturels des animaux. Cela a été rendu possible par un accord, en 2032, des pays membres de l'Union européenne qui ont révisé le fonctionnement de la Politique agricole commune suite à une mobilisation citoyenne de longue haleine. Nos systèmes n'ont pas besoin de pesticides ou d'engrais de synthèse ni d'OGM. Nos sols sont vivants. Nos océans aussi, grâce à une pêche artisanale qui respecte le rythme de reproduction des poissons.

Les supermarchés ont été reconvertis en coopératives citoyennes, sociales et solidaires. Tout le monde a accès à une alimentation saine, locale et de saison : une sécurité sociale alimentaire a été mise en place et le développement de projets locaux porteurs de sens, comme les Jardins de Cocagne, est devenu la priorité du ministère de l'Agriculture. Ces projets se sont développés particulièrement vite depuis que les Chambres d'agriculture ont été ouvertes à la société civile et sont devenues de véritables parlements de la nature et de la nourriture : cela a permis de recréer du dialogue entre agriculteur·rices, pêcheur·ses, consommateur·rices et associations. Les citoyen·nes s'impliquent fortement dans les champs, et des systèmes ont été mis en place pour soutenir les producteur·rices, lorsque c'est possible, en particulier lors des pics saisonniers où les besoins en main d'œuvre sont très élevés.

### Des mobilités repensées, des véhicules plus sobres, un urbanisme qui privilégie piétons, cyclistes et personnes à mobilité réduite

C'est tout notre urbanisme qui a été repensé : les pôles d'attractivité et les entreprises sont moins concentrées, et les distances travail-bureau se trouvent réduites. L'habitat a été densifié dans les centres-villes et les centre-bourgs. Mon domicile se trouve à proximité de commerces où je peux faire mes courses à pied et à vélo et ils sont accessibles quelque soit mon handicap. Globalement, nous nous déplaçons moins car nous en avons moins besoin.

Depuis la crise du Covid-19, le télétravail s'est développé - tout en prenant soin de conserver des relations humaines de qualité. Tout ceci a permis de réduire la pression sur les terres et de cesser leur artificialisation. Ces évolutions ont été le fruit de nombreuses mobilisations citoyennes qui ont abouti, entre autres, au vote d'une loi foncière interdisant toute construction et extension de zone commerciale en périphérie des villes et protégeant les terres agricoles.

En 2024 et suite à de premiers engagements réalisés en 2020, l'Etat a lancé son grand plan d'investissement dans le ferroviaire et cessé de soutenir le développement de l'aviation de masse. D'ailleurs, nous voyons rarement des avions dans le ciel : les transports aériens sont réservés aux actions de solidarité internationale, aux urgences médicales, aux voyages d'affaires et scientifiques les plus essentiels et aux voyages personnels et familiaux exceptionnels. Il n'existe plus de vols internes pour tous les voyages accessibles en train en moins de 6 heures : c'était une demande des associations écolo et de la Convention Citoyenne pour le Climat en 2020, et cela a été appliqué en 2023.

Dans les centres urbains, nous utilisons beaucoup la marche et le vélo et lorsque nous ne le pouvons pas, notamment parce que nous avons un handicap ou parce que nous sommes avec une poussette, alors nous optons pour des transports en commun, entièrement adaptés et gratuits. Les voitures servent avant tout aux déplacements indispensables (services de santé, artisans/livreurs, taxis pour personnes à mobilité réduite, etc.). Les véhicules électriques ont peu à peu remplacé les véhicules polluants diesel-essence et sont alimentés par des énergies renouvelables.

### Moins et mieux d'énergie

En dehors de quelques cas très spécifiques, les énergies fossiles ne sont presque plus utilisées. L'un des grands tournants en matière d'abandon des énergies fossiles a été le dépôt puis le vote, lors d'une assemblée générale de Total, de la première résolution climat en France. Celle-ci a imposé à l'entreprise des objectifs climatiques ambitieux, solides et contraignants. D'autres actionnaires ont suivi l'exemple et peu après, l'ensemble des majors pétrolières avaient adopté des mesures contraignantes pour sortir des énergies fossiles. Cela a notamment été rendu possible par les mobilisations massives au Niger, au Canada, en Allemagne puis partout ailleurs dans le monde, pour bloquer les grands projets extractivistes et polluants.

Au niveau international, que ce soit pour le pétrole ou pour les métaux rares dont nous n'avons pas encore réussi à nous passer complètement, des accords-cadres ont été passés avec les pays fournisseurs. Cela a permis d'apaiser les tensions et de limiter les bulles financières spéculatives aux moments les plus critiques.

Nous sommes sortis du nucléaire civil. Les centrales nucléaires ont toutes été fermées, certaines sont devenues des musées. Le risque d'une catastrophe nucléaire s'est éloigné, les transports de matières dangereuses ne mettent plus en péril notre sécurité. Notre énergie est

100% renouvelable. Nous voyons beaucoup d'éoliennes près des routes, mais nous n'en trouvons pas dans les parcs naturels et autres zones protégées ; elles sont pensées et installées suite à des études d'impact rigoureuses du point de vue de la biodiversité et de la santé des écosystèmes concernés. Dans le monde agricole, la méthanisation s'est développée mais avec un encadrement très strict et en association avec les organisations non-gouvernementales de défense de l'environnement.

Nous consommons très peu d'énergie domestique. Les bâtiments et les maisons sont isolés de telle sorte qu'ils sont passifs voire positifs du point de vue énergétique. Les méthodes d'écoconception, que ce soit du point de vue des techniques ou des matériaux, se sont largement développées et le solaire y est largement associé. Outre l'amélioration de l'isolation thermique qui permet de réduire drastiquement notre consommation de chauffage, nos équipements électriques (éclairage, ordinateurs, ventilations, etc.) restent éteints la nuit, notamment au bureau, pour encore plus de sobriété énergétique. Lorsque cela est possible, l'énergie produite par les machines est réemployée par ailleurs, comme dans les écoquartiers où les datacenters permettent de chauffer les équipements sportifs.

Les panneaux publicitaires lumineux ont eux aussi disparu du paysage. En Guadeloupe et en Guyane, un travail a été fait pour réduire la consommation d'énergie et la pollution lumineuse sur les plages : les tortues s'y reproduisent mieux depuis !

De plus, les appareils électroniques sont peu énergivores, réparables et recyclables, ce qui permet de réduire la consommation d'énergie et de matières premières des secteurs industriels comme le transport. Cela a été rendu possible en particulier après qu'une communauté geek anonyme se soit mobilisée via des actions de hackings en ligne pour faire interdire l'obsolescence programmée et limiter le développement des objets connectés aux usages les plus essentiels, comme en médecine. En parallèle, les volumes de données échangées sur internet sont maintenant limités, l'implantation de data centers est strictement encadrée et ils sont alimentés exclusivement en énergie renouvelable. Accompagnés de vastes programmes de recherche universitaire et d'une évolution des formations en informatique et dans l'énergétique, le numérique est devenu de plus en plus sobre énergétiquement. Il reste cependant imparfait et certaines problématiques, comme le recyclage des batteries, n'a pas été résolu. La transformation de notre modèle énergétique et la raréfaction des ressources a poussé les sociétés du monde entier à s'adapter avec imagination et créativité : loin de retourner à l'ère de la bougie, nous avons gagné en qualité de vie.

### "Low tech nation" : des machines au service des humains

Les nouvelles technologies ont permis de réduire la pénibilité au travail et de développer de nombreuses avancées en matière de médecine. Dans certains domaines, elles ont provoqué la mise au chômage de milliers de personnes : cela avait été anticipé et des programmes d'accompagnement pour retrouver du travail ont été mis en place. En parallèle, le numérique continue d'occuper une place importante dans nos vies. Il nous permet de rester en contact avec des proches, de travailler à distance, de nous divertir. La collectivité garantit à chaque

citoyen-ne un terminal pour accéder au réseau, et un volume de données qui respecte les limites planétaires.

La technologie est mise au service des besoins humains et de la protection des écosystèmes. Les innovations sont évaluées selon ces critères, puis soumises à un débat démocratique. Les low tech (technologies simples, sobres en ressources, peu onéreuses, accessibles et facilement réparables) sont privilégiées. A l'école, les cours de technologie occupent une place centrale. Les enfants découvrent l'environnement technique dans lequel ils et elles évoluent. Dans le supérieur, les formations techniques font le plein et se sont fortement féminisées. Les élèves sont fier-es de mettre leur ingéniosité au service de projets qui ont du sens.

## 2) Habiter/Vivre en harmonie avec la nature

### Des centre-villes et centre-bourgs redynamisés, attractifs dans lesquels on se sent bien

Nous respirons un air frais - il n'y a plus de pots d'échappement bruyants et cracheurs de fumée car il n'y a plus de pétrole, plus de charbon non plus. L'air s'est vidé des particules fines. La nature est facilement accessible, qui que nous soyons. Les municipalités ont en effet investi, en particulier dans les quartiers populaires, pour que l'accès à la nature ne soit plus l'apanage des plus aisés-es.

Nos centres urbains sont denses et présentent aussi des coins de nature sauvage, sur les trottoirs, dans les friches. On y entend chanter les oiseaux. La nature en ville est au service de la biodiversité (pas de ruches par milliers avec des abeilles domestiques en compétition avec les abeilles sauvages). Quand on se balade la nuit dans les rues, les magasins sont éteints - il est interdit de les garder allumés en dehors des heures d'ouverture. Les chauves-souris qui avaient décliné sont revenues.

Nous nous sentons bien dans ces villes et ces villages revitalisés, et par conséquent nous avons cessé de nous étendre : il n'y a quasiment plus d'artificialisation brute, nos terres agricoles et naturelles sont préservées de toute nouvelle infrastructure. Nos modes d'habitats sont tournés vers le collectif, l'intergénérationnel... et la nature, toujours.

### Nous avons appris à vivre avec la nature sauvage

En 2024, un mouvement citoyen de grande ampleur a généralisé la pratique des bombes à graines de plantes sauvages partout dans les territoires. En parallèle, des écologues et des urbanistes sont monté-es au créneau pour repenser la place de la nature et du sauvage dans nos villes et nos villages. Une loi sur la biodiversité en milieu urbain et rural a finalement été votée. Depuis, de nombreux espaces sont laissés à la nature et on trouve des friches sauvages

dans toutes les grandes villes. En milieu rural comme en milieu urbain, des trames vertes, bleues, brunes, noires et blanches ont été créées : ce sont des zones de continuité écologique pour les espaces verts, les eaux, les sols, les zones sans lumière et sans bruit. Des espèces que nous n'avions plus l'habitude de voir ni d'entendre sont revenues.

Partout en Europe, des surfaces immenses ont été transformées en réserve intégrale : des millions d'animaux vont pouvoir y trouver refuge ! De vastes programmes de recherche entre écologues, épidémiologistes et sociologues accompagnent le développement de ces réserves pour qu'elles soient mises en œuvre en accord avec les communautés locales concernées ainsi que pour étudier et encadrer les interactions entre animaux et êtres vivants, qui peuvent être à l'origine d'infections.

### Des biens communs préservés

A l'école, on apprend que les mers, les océans, les forêts, les pôles et le climat jouissent d'une protection internationale, avec une réglementation stricte et une gouvernance à laquelle participent les citoyen·nes. Ils ont été reconnus comme bien commun de l'humanité, sur le modèle du traité de l'Antarctique. Les ressources génétiques servent à développer les médicaments des prochaines épidémies ou contribuent à trouver de nouveaux traitements non-brevetables. Tous les nouveaux projets d'exploitation pétrolière ont été stoppés, que ce soit en Arctique ou dans les profondeurs des océans. Il n'y a plus de pêche industrielle et tous les bénéfices des pêches de plus petite échelle sont partagés localement et collectivement : ils ne peuvent pas être accaparés par les industries. Heureusement, car sans cela les plus petits producteurs et productrices n'auraient jamais pu continuer à pêcher.

### Un environnement sain

Partout dans les territoires ruraux comme urbains, les collectivités publiques ont investi dans des politiques de réduction de la consommation, d'économies d'énergies, de mobilités douces et de développement des espaces verts. L'antibiorésistance est maintenant maîtrisée, car nous n'utilisons presque plus d'antibiotiques dans les élevages, qui sont en bonne santé eux aussi. Les enfants se portent bien, ils ne font plus d'allergie à répétition et n'ont plus d'asthme, même lorsqu'ils·elles habitent en ville. Les aliments, les cosmétiques et les jouets sont exempts d'additifs suspects ou dangereux. Les perturbateurs endocriniens ont été interdits et les taux de cancer sont au plus bas.

Dans les quartiers populaires, les associations de lutte pour la justice sociale et la justice climatique se sont associées et se sont battues pendant des années pour que les périphéries des villes ne subissent plus la pollution des grands axes routiers, des usines ou des data-centers : il n'y a plus de discrimination entre les territoires, urbains comme ruraux. Où que ce soit, toute nouvelle infrastructure doit maintenant faire l'objet d'une étude d'impact et d'une consultation de la population.

Dans certains territoires cependant, les pratiques coloniales passées ont altéré l'environnement pour des décennies. C'est le cas des Antilles françaises, dont les sols et les eaux ont été



pollués durablement par la chlordécone, un insecticide interdit en France mais qui continua d'être utilisé là-bas pendant plusieurs années. C'est le cas d'autres zones comme la Polynésie ou le Sahara, où les essais nucléaires français ont laissé les populations exposées à un taux élevé de maladies graves. Grâce à un travail de longue haleine des associations de victimes, la responsabilité de l'Etat français a été reconnue dans la plupart des cas. La lutte continue pour définir l'indemnisation adéquate du préjudice moral pour les populations exposées et faire reconnaître cette responsabilité là où ce n'est pas encore le cas.

### Moins de déchets, fini le plastique

Les plages et les océans sont vierges de déchets de plastique, et nous n'en trouvons plus dans le gosier des oiseaux et des tortues depuis longtemps. Les contenants à usage unique ont été peu à peu remplacés par des contenants réutilisables ou consignés. Le contenu a lui aussi changé : les sodas sont fabriqués avec des produits naturels et les petites entreprises locales ont supplanté Coca-cola. Une législation sanctionne désormais le suremballage, ce qui contraint les industriels à fabriquer des contenants uniquement à partir de matériaux recyclés, et à faire en sorte que ceux-ci soient recyclables ou compostables. Les seuls objets à usage unique encore utilisés sont ceux pour lesquels nous n'avons pas encore trouvé de solutions, comme en médecine ou pour accompagner des handicaps. Des campagnes massives de nettoyage des plages et cours d'eau ont été organisées par des citoyens et citoyennes, pour débarrasser la nature des déchets auparavant générés. Des filières de tri et de recyclage ont été créées en France, et l'exportation de nos déchets est désormais interdite.

## **3) Un système politique, économique et fiscal au service de la justice sociale et environnementale et de la paix**

### Une mondialisation encadrée

Entre 2022 et 2025, les événements climatiques extrêmes se sont enchaînés en Afrique de l'Ouest. En parallèle, de nouveaux accords bilatéraux entre l'Union européenne (UE) et certains pays de cette zone furent signés pour y exporter encore davantage de poulet à bas prix - largement en faveur de l'UE et au détriment de l'économie locale de ces pays. La pêche industrielle étrangère a continué à piller les ressources maritimes des côtes africaines et la spéculation internationale sur les denrées alimentaires et les matières premières agricoles a explosé. Ce fut la goutte d'eau - et de poulet - de trop. Des révoltes de la faim ont éclaté. En soutien à ces révoltes, des milliers d'actions de désobéissance civile créatives et artistiques issues de mouvement anticapitalistes au sens large eurent lieu partout dans le monde. Cela donna à cette vague altermondialiste une immense visibilité, une sympathie du grand public élevée et le soutien de personnalités politiques européennes haut-placées.

La mondialisation est maintenant encadrée par des règles qui consacrent le respect des valeurs nationales et culturelles et facilitent la réalisation des objectifs définis par les accords des Nations unies, notamment l'accord de Paris sur le climat, la Convention sur la diversité

biologique et les Objectifs de développement durable. Les traités qui garantissent la protection de l'environnement, des droits humains et des droits du travail, et qui gravent dans le marbre les principes d'égalité et de responsabilité intergénérationnelle, ont pris le pas sur les règles du libre-échange. Certains de ces traités sont directement inspirés de la loi sur le devoir de vigilance votée en France en 2017. Un point particulièrement marquant dans cette évolution des règles internationales a été la suppression du mécanisme de règlement des différends entre investisseurs et États (RDIE) établi en 1965 par la Banque mondiale. Ce mécanisme de justice parallèle était particulièrement bloquant dans la mise en place d'une véritable justice sociale et environnementale.

Ainsi, la circulation des biens et des services – mais aussi des idées – contribue à rendre le monde plus ouvert et connecté. Elle sert nos objectifs sociaux et environnementaux et n'entraîne plus la surexploitation des ressources de notre planète ni le dumping social ou les atteintes aux droits humains.

### Les entreprises au service de la société

En France, le référendum d'initiative populaire, plébiscité par les Gilets jaunes depuis fin 2018, a permis en 2024 le vote d'une nouvelle loi Sapin (Sapin 3) : transparence, encadrement des pratiques du lobbying, interdiction du pantouflage dans une limite de 10 ans... : de nombreuses mesures ont ainsi permis de réduire à son strict minimum l'influence des acteurs privés sur la sphère politique. Grâce au travail de plusieurs associations écologistes, le versement de dividendes pour les entreprises climaticides a également été interdit. En parallèle, des moyens de suivi des parlementaires ont été mis en place par des groupes citoyens pour s'assurer de la mise en œuvre des programmes définis collectivement et qu'ils et elles se sont engagés à défendre.

En 2024, les questions environnementales ont été pleinement intégrées aux formations de droit et la jurisprudence a évolué. Une autorité indépendante a été créée pour se substituer au rôle des préfets dans l'octroi d'autorisations pour les entreprises afin de prévenir et sanctionner toute atteinte à l'environnement. Un parquet national de l'environnement a également été créé avec des moyens humains et financiers suffisants et le Code pénal a été complété par un chapitre spécifique sur l'environnement, comprenant notamment un délit de mise en danger de l'environnement ou de la nature, comme cela existe déjà pour le délit de mise en danger d'autrui.

Cela a pris du temps, mais petit à petit les pratiques politiques ont changé, et le pouvoir d'influence des entreprises sur les lois et les réglementations s'est réduit à peau de chagrin. Ces entreprises sont maintenant pleinement ancrées dans leurs territoires et en lien avec l'environnement et les habitant·es de ces territoires - en particulier celles et ceux qui en ressentent directement les impacts. Des programmes ont été conçus pour accompagner les jeunes adultes dans la création de leur start-up, en lien avec les besoins définis collectivement par les habitant·es de leur ville. Des moyens financiers renforcés sont attribués aux quartiers

dont le taux de chômage est le plus élevé. Enfin, les moyens alloués aux entreprises sont définis démocratiquement et leur système de gouvernance intègre les personnes qui y travaillent. Lorsqu'une décision est prise, ses impacts sont évalués sur le court, moyen et long terme ainsi qu'à toutes les échelles, de la plus proche à la plus lointaine.

Bien entendu, tout n'est pas parfait et de nombreuses entreprises contournent les lois et font passer leur intérêt privé au détriment de l'intérêt général. Mais les citoyen·nes, organisé·es en syndicats, associations et collectifs locaux et nationaux, forment un contre-pouvoir puissant.

### Justice sociale et fiscale

Pendant longtemps, une partie de la société - principalement blanche, bourgeoise et moralisatrice - a regardé d'en-haut une autre partie de la société : les plus précaires, "celles et ceux qu'il faut éduquer", les "moins écolos". Ces postures classistes n'ont fait qu'attiser le sentiment d'injustice, la compétition et la violence des populations précarisées. Aujourd'hui, nous en avons fini avec ce modèle-là. Cela signifie que les inégalités sociales sont largement combattues et les mesures environnementales pensées selon des critères de justice sociale. Individuellement comme collectivement, nous sommes passés du "pouvoir-sur" au "pouvoir-de" ou "pouvoir-avec".

Cela a pris du temps, mais nous avons réussi : suite à la mobilisation incessante d'un groupe de jeunes parlementaires d'à peine 25 ans et fortement appuyée par des campagnes citoyennes de désobéissance civile, une fiscalité plus juste a vu le jour. Les subventions et les niches fiscales en faveur des énergies fossiles et des produits issus de la déforestation importée, comme l'huile de palme, ont en partie été supprimées en 2023 avant de l'être totalement en 2025 - le passage de la loi Sapin 3 entre les deux années ayant en effet permis de limiter le lobbying des entreprises concernées.

Plusieurs mesures de lutte contre l'évasion fiscale, portées par des organisations comme Attac ou les Amis de la Terre, ont été adoptées l'année suivante. D'autres mesures structurantes ont été établies comme le rétablissement de l'Impôt sur la fortune et la limitation des écarts de salaire. Cela a permis de financer la réduction du temps de travail ainsi que l'instauration d'un revenu minimum garanti. Ce dernier, fixé au seuil de pauvreté (860€ pour une personne seule et 1810€ pour un couple avec deux enfants) a également constitué une étape importante dans l'amélioration des conditions de vie des personnes les plus précaires.

### Justice queer et féministe

Tout le monde est traité de manière égale. Les personnes auparavant infériorisées du fait de leur identité, expression de genre ou orientation sexuelle partagent l'exercice du pouvoir dans les lieux de gouvernance et perçoivent un revenu équivalent pour des postes de même responsabilité. Les médias utilisent désormais un langage respectueux de l'identité et de la

dignité des personnes trans. Les violences patriarcales (sexuelles et sexistes) sont devenues rares et, lorsqu'elles ont lieu, sont sévèrement réprimandées par la loi.

La binarité "hommes-femmes" a peu à peu laissé place à une considération bien plus large des genres (femmes, hommes, personnes transgenres et non-binaires, etc.). Nos pratiques du quotidien et notre culture se sont dégenrées. *Exit* les "Monsieur", "Madame" sur les questionnaires officiels ou sur les portes des toilettes ! Nous avons dépassé également le fait de considérer l'hétérosexualité comme norme sociale dominante. Peu à peu, nous sommes parvenus à déviriliser notre culture, à en finir avec la phallocratie.

Sur la scène internationale, l'activisme environnemental et décolonial des femmes a pris de plus en plus d'ampleur. Ces mouvements allient luttes écologiques, luttes féministes et anti-racistes et luttes contre l'exploitation capitaliste et partagent des modes d'action directe et de désobéissance civile. Ils continuent d'obtenir des victoires concrètes contre l'élevage industriel, la déforestation et l'impérialisme financier et militaire.

### Ecologie décoloniale et responsabilité intergénérationnelle

L'histoire des colonisations a été celle d'un asservissement d'autres êtres humains sur un critère raciste en même temps que celle d'une destruction de l'environnement. On parle alors d'impérialisme écologique ou de racisme environnemental : une histoire qui s'est poursuivie, sous d'autres formes, bien au-delà des décolonisations. Elle rend impérative la question de la responsabilité des générations passées et présentes dans l'avenir laissé aux générations futures.

Depuis la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, des intellectuel·les racisé·es affirment qu'une véritable décolonisation du monde est la seule solution à la crise climatique. Cette pensée s'affirma notamment lors du 1<sup>er</sup> sommet environnemental des peuples de couleur à Washington en 1991. Aujourd'hui, les personnes qui ont subi, ou dont les ancêtres ont subi, l'esclavage et les colonisations ont finalement obtenu des Etats qu'ils acceptent les demandes de réparation qui émanaient des ex-pays colonisés, acceptent de restituer les objets d'arts qui ont été pillés et d'effacer les dettes illégitimes accumulées au cours des colonisations.

### Ecologie décoloniale et racisme

En France, des collectifs de soutien aux victimes de violences policières et des intellectuel·les en faveur d'une écologie décoloniale se sont mobilisé·es. Soutenus par des centaines d'artistes, de collectifs d'action directe non-violente et finalement d'élu·es, ils ont obtenu en 2025 puis 2027 plusieurs mesures contre le racisme (fin au contrôle policier permanent des personnes racisées, accès égalitaire au logement, au soin et à l'emploi, ...). Nous avons finalement réussi à démanteler cette logique prédatrice afin de repenser les liens entre humains et créer les

conditions d'une société véritablement inclusive et égalitaire. Les violences racistes visibles comme invisibles n'ont presque plus cours dans notre société et sont lourdement condamnées.

### Peuples autochtones

Les relations entre les peuples à l'échelle internationale ont suivi cette même dynamique. Jair Bolsonaro, réélu pour un deuxième mandat à la tête du Brésil, a finalement été destitué et remplacé par une jeune brésilienne représentante des Mundurucus. Celle-ci a mis en place un véritable système de défense des territoires, des écosystèmes, des droits et libertés des peuples premiers, s'est opposée à tous les grands projets inutiles (barrages, autoroutes en plein cœur de la forêt, ...) et a organisé avec d'autres présidents et présidentes une mobilisation internationale de reconnaissance des droits des communautés autochtones. Assassinée deux ans à peine après son arrivée au pouvoir, il lui fut attribué un prix nobel de la paix posthume et la mobilisation pris de l'ampleur. En 2032, les peuples premiers ont ainsi retrouvé leur souveraineté.

### Accueils des exilé·es

Les exilé·es ont un accès aux soins garanti, le droit d'asile ainsi qu'une protection internationale. Le droit à la protection des mineurs est garanti. Les pays industrialisés (dont la France) – qui sont à l'origine des changements climatiques – soutiennent financièrement les efforts entrepris en matière d'adaptation par les pays les plus menacés et les plus vulnérables au changement climatique. Ces soutiens sont inconditionnels - et les associations de défense des droits humains veillent au grain : il n'est pas question ici de développer une nouvelle façon d'exercer du pouvoir sur un pays tiers. Sur le sol européen et en France en particulier, les centres de rétention administrative n'existent plus. Ils ont été transformés en de véritables lieux d'accueil, soucieux de l'intégrité des personnes quel que soit leur sexe, leur genre, leur origine ou leur religion. Les travailleur·euses sans papier ont été régularisé·s car ils et elles fournissent un travail essentiel à nos sociétés. Ils cessent de vivre dans la précarité et retrouvent leur dignité.

### Paix et désarmement

La France a signé et ratifié le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN), ainsi que 49 autres pays, permettant ainsi l'entrée en vigueur de ce traité. Les armes nucléaires sont alors devenues illégales. La menace que ce secteur faisait planer s'éloigne... L'argent public qui était auparavant dépensé dans la maintenance de l'arsenal nucléaire français est aujourd'hui investi dans son démantèlement, mais aussi dans des postes prioritaires comme la transition énergétique, la santé, les services à la personne et l'éducation. La sécurité nationale ne repose plus sur la puissance nucléaire, au profit d'une approche plus exhaustive de la sécurité : la sécurité humaine, qui protège et renforce la dignité, l'autonomisation et l'épanouissement de toutes et de tous, pas uniquement en nous préservant des menaces, mais aussi en créant des systèmes environnementaux, sociaux, politiques et économiques qui permettent à chacun de se développer aux côtés des autres.

## 4) Un monde basé sur la coopération et la non-violence, où le pouvoir est exercé de façon démocratique

### Un pouvoir citoyen à toutes les niveaux

Il existe toujours une Assemblée nationale, qui travaille en lien avec des assemblées locales composées de différents représentant-es de la sphère politique, scientifique et de la société civile. Les représentant-es politiques, issu-es de systèmes hybrides d'élections et de tirage au sort, sont redevables et éjectables en cours de mandat s'ils ou elles ne remplissent pas la mission qui leur a été confiée et ce au niveau local, régional et national. L'éjection en cours de mandat arrive cependant rarement et reste soumise au contrôle d'une autorité indépendante. Des binômes paritaires occupent les différents postes d'élu-es et sont formés aux enjeux écologiques et climatiques.

Une "chambre du futur" a également été mise en place. Formée d'un groupe de citoyen·nes tiré·es au sort parmi un panel représentatif de la société, elle possède un conseil scientifique et technique sans droit de vote mais en soutien sur les questions de fond. Ce dernier est composé de personnalités et de scientifiques qui agissent en faveur du long terme (climat, océan, agriculture...). La chambre du futur suit le travail de l'Assemblée nationale, peut mettre un veto sur un projet ou une proposition de loi pour qu'il soit retravaillé ou encore saisir le juge constitutionnel. En lien étroit avec les assemblées locales dans les territoires, elle forme ainsi une structure de veille et de contre-pouvoir national efficace.

Nous vivons ainsi dans une véritable démocratie, directe et participative. Nous évitons toute forme de concentration du pouvoir et participons pleinement à la conduite de la société dans laquelle nous vivons. Cette démocratie participative est basée sur la non-violence, qui est une méthode fondée sur la coopération et constitue un principe central de la gouvernance partagée. Des programmes de formation, d'éducation et d'accompagnement ont été mis en place afin de donner à toutes celles et ceux qui souhaitent s'impliquer les moyens de le faire.

### Une nouvelle approche des échelles de pouvoir

C'est à l'échelon local que le pouvoir peut être exercé de la façon la plus directe et la plus participative possible. De nombreuses prérogatives d'Etat ont été transférées aux communes qui bénéficient par ailleurs d'un budget élargi. Le système préfectoral a disparu. Des assemblées citoyennes locales - dans les communes et les quartiers - permettent de discuter, de débattre et de décider collectivement des politiques à mener au plus près des besoins locaux. Lorsqu'un sujet ne peut pas être traité par l'échelon local, alors seulement il est traité à l'échelon supérieur, par exemple en intercommunalité ou au niveau régional. L'Etat continue ainsi d'avoir un rôle régulateur-clé et de faire respecter les règles communes de droit qui structurent le cadre de notre vivre ensemble. Il permet également de veiller à une forme de solidarité entre les territoires. Mais il n'est plus l'alpha et l'omega des politiques publiques.

L'implication des citoyen·nes se fait également au niveau économique et financier : en prenant part à la gouvernance des entreprises, des services publics et des médias d'une part, et parce qu'ils et elles ont le pouvoir de décider démocratiquement des investissements utiles pour la société d'autre part. Ainsi, toute personne impliquée peut s'assurer de la cohérence des politiques engagées en matière sociale et environnementale.

### Libertés individuelles

Nos libertés individuelles sont protégées par une législation nationale : droit de manifester, de se réunir, de s'exprimer... Des moyens renforcés ont également été attribués au défenseur des droits et les lanceur·ses d'alerte sont particulièrement protégé·es. Nous pouvons ainsi, à tout moment, exercer une forme de contre-pouvoir démocratique aux autorités en place.

Nos données en ligne sont également protégées par des lois et des réglementations qui empêchent leur utilisation à notre insu. En parallèle, les mouvements citoyens se sont tellement bien appropriés les outils open source et le langage crypté que les mobilisations et l'organisation d'actions et d'événements en ligne sont simples, sécurisées et efficaces. De nombreux outils participatifs autogérés ont été créés par les citoyen·s en alternative aux GAFAM. Ils sont sans publicité et dénués de tout objectif lucratif. En parallèle, l'IGPN est devenue une instance réellement indépendante, ce qui a permis d'améliorer la transparence et donc les pratiques dans le secteur de la sécurité et de la surveillance.

### Education, médias, recherche : un savoir libre et éclairé

L'école apprend aux enfants le respect du vivant, le rapport à la terre, l'égalité et le respect, la non violence, la coopération et la créativité. Nous sommes sortis des logiques de la compétition mais aussi des questions de pouvoir-sur et d'autorité : nos modèles d'aujourd'hui se basent sur les expériences des écoles démocratiques et des pratiques où l'autonomie des enfants et la conscience des enjeux écologiques sont développés.

Du côté de la recherche, chaque citoyen·ne peut s'impliquer, s'il ou elle le souhaite, dans des programmes de sciences participatives. Cela renforce notre lien avec cet environnement qui est le nôtre par l'observation et le suivi. La recherche fondamentale est quant à elle développée.

Au même titre que les citoyen·nes ont été intégrés dans la gouvernance de leurs entreprises, les journalistes ont été intégrés aux arbitrages éditoriaux et plus généralement à la gouvernance de leurs rédactions. Une loi votée en 2029 empêche dorénavant tout groupe industriel qui signe des contrats avec l'Etat de posséder des organes de presse. Elle constitue l'aboutissement de deux ans de mobilisation lancée par des personnalités du livre, du cinéma et à laquelle se sont joint·es des milliers d'artistes et de citoyen·nes.